



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 17/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DISTILLERIES VINICOLES DU BLAYAIS**

ZI Le Bourg  
MARCILLAC  
33860 Val-De-Livenne

Références : 25-0830  
Code AIOT : 0005200936

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement DISTILLERIES VINICOLES DU BLAYAIS implanté ZI Le Bourg MARCILLAC 33860 Val-de-Livenne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection, objet du présent rapport, a porté sur :

- la mise en œuvre de la nouvelle cuverie (C20) suite à l'autorisation de l'augmentation des capacités de stockage par l'arrêté préfectoral du 25 avril 2025,
- la chaudière biomasse du site dans le cadre de l'action nationale sur les moyennes installations de combustion,
- les suites de la précédente inspection, notamment concernant le bruit.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DISTILLERIES VINICOLES DU BLAYAIS
- ZI Le Bourg MARCILLAC 33860 Val-de-Livenne
- Code AIOT : 0005200936
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Les Distilleries Vinicoles du BLAYAIS (DVB) sont implantées à Marcillac, commune déléguée de Val-de-Livenne (33), à proximité de la route départementale D23.

Le site emploie 24 personnes, travaillant en 5 x 8 heures.

L'activité principale de l'usine est la production d'alcools par distillation de marcs et de vins. La distillerie collecte les matières premières produites par des caves vinicoles (secteur Cognac principalement). La distillation de ces matières permet la production de 2 produits:

- les distillats ou alcools bruts, titrant plus de 92% d'alcool orientés vers les alcools industriels et bioéthanol,
- les eaux de vies, titrant à plus de 40%.

La société DVB a été autorisée par arrêté préfectoral du 13 novembre 2019, récemment modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 avril 2025 suite à la dernière demande d'autorisation environnementale pour l'extension des capacités de stockage d'alcool.

L'établissement est autorisé à produire 715 hl/j d'alcool pur et à stocker :

- 6552 m<sup>3</sup> d'alcools de bouche (rubrique 4755),
- 600 m<sup>3</sup> d'alcools affinés (rubrique 4331),
- 26 tonnes d'acide nitrique à 57% (rubrique 4130).

Le site relève désormais du régime Seveso Bas au titre de la rubrique 4001 par application de la règle de cumul et 4755.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AN25 Combustion
- Bruits et vibrations
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il est rappelé à l'exploitant qu'un audit de récolement de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2025 est à transmettre à l'inspection des installations classées d'ici le 25 avril 2026.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre	Arrêté Préfectoral du 25/04/2025, article 7.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	l'incendie		corrective	
2	Organisation	Arrêté Préfectoral du 25/04/2025, article 7.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8	Demande d'action corrective	2 mois
6	VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57	Demande d'action corrective	2 mois
7	VLE chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.58-II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.63	Demande d'action corrective	2 mois
18	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.86	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
20	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 25/04/2025, article 7.6.3, 7.4.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R.515-114 et R.515-115 et R.515-116	Sans objet
5	Modification, extension	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.56-VI	Sans objet
8	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-I et VI	Sans objet
9	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-II et VI	Sans objet
10	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-III	Sans objet
11	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-IV	Sans objet
12	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-VI	Sans objet
14	Système de	Arrêté Ministériel du 03/08/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	traitement des fumées	article Art.73-IV et 73-V	
15	Démarrage et arrêt	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.64	Sans objet
16	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.74-III et IV	Sans objet
17	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.76	Sans objet
19	Vérification de la chaudière	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Sans objet
21	Bruit	Arrêté Préfectoral du 25/04/2025, article 5.1.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'extension des capacités de stockage d'alcool autorisée par l'AP du 25/04/2025, l'inspection a permis de constater que la nouvelle cuverie C20 a été mise en service. Toutefois, cette dernière ne disposait pas de protection contre l'incendie ; le raccordement au poste d'extinction I1 n'étant pas fonctionnel. Ce point est à corriger rapidement sous peine de suites administratives.

Concernant la chaudière biomasse, l'action nationale a permis de corriger les VLE applicables au regard de l'AMPG du 3 août 2018.

Concernant le bruit, les dernières mesures acoustiques présentées permettent de lever la non-conformité identifiée lors des précédentes inspections.

Par ailleurs, d'autres observations diverses font l'objet de demandes tracées dans la suite du présent rapport.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2025, article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. Pour les stockages d'alcools extérieurs en cuves inox, le site dispose d'au moins 4 installations fixes comprenant les équipements suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• des déversoirs à mousse dans les rétentions des cuveries de stockage d'alcools en acier inoxydable ininflammable ;</li> <li>• des canalisations fixes en inox reliant le point d'injection aux déversoirs ;</li> <li>• des injecteurs proportionneurs de type venturi adaptés aux débits requis par les déversoirs et à la concentration préconisée par le fabricant d'émulseur ;</li> <li>• une réserve d'émulseurs adaptés au feu d'alcools et au gel raccordée à l'injecteur</li> </ul>

proportionneur ;

- une plate-forme de stationnement pour un engin pompe du SDIS située hors zones des effets irréversibles de surpression et des zones d'effets létaux thermiques, mais à proximité des stockages d'alcool et des réserves d'émulseurs ;
- une réserve d'eau.

[...] Les quatre installations fixes précitées de postes d'extinction (11, 12, 13 et 14), incluant des réserves d'eau, d'émulseur et du raccordement aux systèmes d'injection et d'application du mélange eau/mousse, sont positionnées conformément au plan joint au présent arrêté, en annexe 3.

Le poste d'extinction dénommé :

- I1 est dédié à la protection incendie des cuveries C7, C9 et C10 situées à l'ouest du site, et C20 ;
- I2 est dédié à la protection incendie des cuveries C16 et C17 (liquides inflammables) ;
- I3 est dédié à la protection incendie des cuveries C3 située au Nord-Est du site et C1 située à l'Est du site ;
- I4 est dédié à la protection des cuveries C18 et C19. [...]

Article 7.3.1.1 - Calendrier de mise en œuvre.

Les travaux de défense incendie sont mis en place suivant l'échéancier suivant :

- sous 1 an : mise en place de la défense incendie du bâtiment de production avec deux poteaux incendie de 100 mm, de 60 m<sup>3</sup>/h chacun autonomes pendant 2 h, [...]

#### Constats :

Il a été constaté que la nouvelle cuverie C20, composée de 5 cuves d'alcool (2 x 300 m<sup>3</sup>, 1 x 100m<sup>3</sup> et 2 x 50 m<sup>3</sup>), autorisée par l'arrêté préfectoral du 25 avril 2025, a été mise en service. Sur demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a indiqué que cette cuverie disposait d'un stockage d'alcool de 6300 hL le jour de l'inspection.

Conformément à l'arrêté préfectoral du site, la protection incendie de cette cuverie C20 doit être assurée par le poste d'extinction I1. Toutefois, il a été constaté sur site que, bien que les tuyauteries aient été mises en place, le poste d'extinction I1 n'est pas raccordé à la cuverie. L'exploitant a indiqué être en attente d'un devis pour la réalisation de l'étude de dimensionnement opérationnel et de la mise en place des déversoirs d'émulseurs suite au passage de la société DESAUTEL le 10 octobre 2025.

Questionné sur les mesures compensatoires mises en œuvre dans l'attente du raccordement, l'exploitant a indiqué qu'actuellement cette cuverie est protégée par les moyens suivants :

- extincteurs en place à la cuverie et point d'eau en pied de cuverie ;
- rondes quotidiennes qui font partie de l'exploitation normale des installations ;
- l'exploitation des cuveries d'alcool se fait par du personnel dédié, spécifiquement formé. Les transferts d'alcool sont encadrés par des procédures de sécurité, permettant ainsi de réduire les risques d'incident pouvant entraîner un éventuel incendie ;
- accès visuel à la cuverie à chaque rotation de chargement de marcs. L'opérateur de la chargeuse sera sensibilisé afin de mener une vigilance accrue sur cette cuverie lors de ces passages.

- la cuverie est correctement protégée contre la foudre, les mises à la terre et équipotentialités sont conformes (cf. point de contrôle suivant) ;
- la cuverie est éloignée des installations à proximité afin qu'il n'y ait pas d'effets dominos en cas d'incendie ou d'explosion (de C20 vers les autres cuveries et inversement).

L'inspection considère qu'une majorité des mesures listées ne peut être considérée comme mesure compensatoire. En guise de mesure compensatoire, le prépositionnement d'extincteurs au niveau de la cuverie apparaît insuffisant et inopérant au regard du potentiel de dangers. A titre d'exemple, le pré-positionnement d'une lance à eau ou autre moyens manuels de lutte contre l'incendie est mis en œuvre en cas d'indisponibilités des moyens de lutte incendie dans des situations similaires.

L'inspection des installations classées souligne le fait que la mise en exploitation de cette cuverie sans finalisation de sa protection incendie est une non-conformité pouvant faire l'objet de suites administratives type mise en demeure.

Concernant la mise en place des 2 poteaux incendie, l'exploitant a indiqué que l'étude a été menée par le bureau d'étude EGI et transmise au SDIS33 pour validation avant réalisation, sans réponse à ce jour. Compte tenu du calendrier fixé dans l'AP du 25/04/2025, l'installation de ces poteaux incendie est à mener d'ici avril 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans les meilleurs délais, l'exploitant met en œuvre des mesures compensatoires proportionnées au potentiel de dangers au niveau de la cuverie C20 dans l'attente du raccordement de la cuverie au poste d'extinction.

Sous un mois, l'exploitant transmet l'échéancier de mise en service de l'installation de lutte incendie de la cuverie C20, ainsi que l'étude de dimensionnement pour le raccordement de C20 au poste d'extinction I1.

Sans réponse dans le délais imparti, il sera proposé à Mr le Préfet une mise en demeure sur ce point.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Organisation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/04/2025, article 7.3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, POI

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers. La stratégie incendie, qui prévoit une autonomie partielle pour les cuveries C17, C19 et C20, ainsi qu'un recours aux moyens de services d'incendie et de secours pour les installations existantes est approuvée.

Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation  
Article 69 - Plan d'opération interne.

Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R.181-54 du code de l'environnement, **ce plan contient les données et informations prévues aux points a à h de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014.**<sup>#</sup>

Cette disposition est applicable aux plans d'opération interne établis ou mis à jour à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. [...]

Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2023.

Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

#

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
- b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
- d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
- e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
- f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
- g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
- h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;

#### Constats :

Il a été relevé que le POI du site n'était pas encore formalisé au jour de l'inspection. L'exploitant a indiqué être en cours de réflexions sur l'évolution de son organisation afin d'aboutir à la rédaction et au déploiement de ce document, dont la rédaction finalisée a été annoncée pour le premier trimestre 2026.



Dans l'attente, le site dispose toujours de son plan de défense incendie historique.

Concernant l'exercice à organiser, il pourrait être intéressant de le mener avec le SDIS33 ; la réception des 2 nouveaux poteaux incendie du site en 2026 pouvant être une bonne occasion.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant établit son POI et le transmet à l'inspection des installations classées et aux services de secours.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Registre MCP

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 18/12/2018, article R.515-114 et R.515-115 et R.515-116

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Recensement installations MCP

**Prescription contrôlée :**

R.515-114

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; [...]

<p><u>R.515-115</u></p> <p>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R.515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p><u>R.515-116</u></p> <p>I . Les informations prévues à l'article R.515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R.515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que l'exploitant a bien renseigné son installation dans le registre MCP, disponible au lien suivant (liste mise à jour tous les mois) :  <a href="https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw">https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw</a>  Consulté le 30 octobre 2025, la chaudière du site était renseignée en ligne 1370 du tableur avec les informations suivantes :</p> <p>Chaudière Biomasse, existante depuis le 01/09/2019, puissance de 6,3 MW, fonctionnant &lt; 500 h/an  Il est à noter que cette chaudière n'a plus vocation à fonctionner moins de 500 h/an.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant modifie sa déclaration afin de corriger le temps de fonctionnement de la chaudière biomasse (&gt;500 h/an).</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Combustible

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A ou 2910-B1</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.  Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- leur origine ;</li> <li>- leurs caractéristiques physico-chimiques ;</li> <li>- les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;</li> <li>- l'identité du fournisseur ;</li> <li>- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.</li> </ul> <p>A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.  Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté</p>

préfectoral d'enregistrement précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisés dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.
<b>Constats :</b>  La chaudière de production de vapeurs du site a pour combustible de la biomasse solide, directement produite à partir de l'activité de la distillerie (marcs de raisin, tourteaux, pulpes déshydratées). Il a été relevé que les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible n'étaient pas connus. Toutefois, il est à noter que la surveillance réalisée par l'exploitant couvre l'ensemble des paramètres réglementaires. L'exploitant n'a pas mis en place le programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant met en place le programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles conformément à l'arrêté ministériel du 3 août 2018.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Modification, extension

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.56-VI
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, VLE applicables
<b>Prescription contrôlée :</b>  VI. - Les valeurs limites d'émission fixées à la présente section applicables aux installations nouvelles à la date de la modification, s'appliquent à la partie modifiée ou étendue en cas de changement de combustible, de remplacement des appareils de combustion (chambre de combustion et brûleur) ou d'extension de l'installation.
<b>Constats :</b>  La chaudière biomasse a été mise en service en 2019 et n'a pas fait l'objet de modification depuis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.57
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Conditions de référence
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm <sup>3</sup> ), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la

vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm<sup>3</sup>) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, [...], à l'exception des installations de séchage, pour lesquelles, quel que soit le combustible utilisé, la teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé.

*Prescriptions reprises au Chapitre 3.2 de l'AP du 25 avril 2025*

#### **Constats :**

Vu le dernier rapport de mesures des émissions atmosphériques réalisées par Bureau Véritas le 7 novembre 2023 (n° 20471470/1.1.2.rev1.R), la teneur en oxygène mesurée lors des essais est de 13,1 % sur gaz sec au 1<sup>er</sup> essai, 13,3 % au 2<sup>nd</sup>, 12,7 % au 3<sup>e</sup>, 12,9 % au 4<sup>e</sup>.

Il a été constaté dans ce rapport que les concentrations pour les différents paramètres étaient exprimées en mg/Nm<sup>3</sup>, mais non corrigées à 6 % d'O<sub>2</sub>.

Il est à noter que les concentrations corrigées à 6 % d'O<sub>2</sub> seront plus élevées que les valeurs mesurées à 13 % d'O<sub>2</sub>, d'un facteur 1,875. Autrement dit, en appliquant la correction à 6 % d'oxygène, les concentrations seront revues à la hausse.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Lors de la prochaine campagne de mesures prévues d'ici fin 2025, l'exploitant s'assure que les concentrations en polluants soient rapportées à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 %.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 7 : VLE chaudières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.58-II

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, VLE chaudières Ptotale > 5 MW > 500 h/an

#### **Prescription contrôlée :**

II. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et :  
- nouvelles, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Biomasse solide -  $5 \leq P < 20$  :

- SO<sub>2</sub> (mg/Nm<sup>3</sup>) : 200

- NOx (mg/Nm<sup>3</sup>) : 300
- Poussières (mg/Nm<sup>3</sup>) : 30
- CO (mg/Nm<sup>3</sup>) : 250

[...]

+ Prescriptions de l'article 3.2.1.1 de l'AP du 25 avril 2025

#### Constats :

Vu le rapport des dernières mesures des émissions atmosphériques de Bureau Veritas du 7 novembre 2023 (n° 20471470/1.1.2.rev1.R) :

- SO<sub>2</sub> = 0,204 mg/Nm<sup>3</sup> exprimé en SO<sub>2</sub> sur gaz secs
- NOx = 216 mg/Nm<sup>3</sup> exprimé en NO<sub>2</sub> sur gaz sec
- Ps = 35,6 mg/Nm<sup>3</sup> sur gaz secs
- CO = 1800 mg/Nm<sup>3</sup> exprimé en CO sur gaz sec

*Nota : Concentrations non corrigées à 6% O<sub>2</sub>. En prenant compte une mesure réalisée à un taux d'oxygène moyen de 13%, les mesures seraient les suivantes :*

*SO<sub>2</sub> = 0,3825 mg/Nm<sup>3</sup> exprimé en SO<sub>2</sub> sur gaz secs converti à 6% O<sub>2</sub>*

*NOx = 405 mg/Nm<sup>3</sup> exprimé en NO<sub>2</sub> sur gaz sec converti à 6% O<sub>2</sub>*

*Ps = 66,75 mg/Nm<sup>3</sup> sur gaz secs converti à 6% O<sub>2</sub>*

*CO = 3375 mg/Nm<sup>3</sup> exprimé en CO sur gaz sec converti à 6% O<sub>2</sub>*

**Il est à noter que, compte tenu de la date de mise en service de la chaudière postérieure à l'entrée en vigueur de l'AMPG du 3 août 2018, les VLE à respecter sont celles de l'article 58-II de l'AMPG suscitée, et non celles de l'AP du 25 avril 2025 contenant une erreur de retranscription.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie le dépassement de la VLE en poussières, en oxydes d'azotes et en CO

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 8 : Autres VLE

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-I et VI

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, VLE HAP

#### Prescription contrôlée :

I. - Pour les chaudières enregistrées à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2010 de puissance supérieure ou égale à 20 MW, la valeur limite pour les HAP est 0,01 mg/Nm<sup>3</sup>.

<p>Pour les autres appareils de combustion, la valeur limite pour les HAP est de 0,1 mg/Nm<sup>3</sup>. [...] <i>Prescriptions reprises à l'article 3.2.1.1 de l'AP du 25 avril 2025</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu le rapport des dernières mesures des émissions atmosphériques de Bureau Véritas du 7 novembre 2023 (n° 20471470/1.1.2.rev1.R) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Somme des 8 HAP = 0,000118 mg/Nm<sup>3</sup> sur gaz secs</li> </ul> <p><i>Nota : Concentration non corrigée à 6% O<sub>2</sub></i></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Autres VLE**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-II et VI</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, VLE COVNM et formaldéhyde</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Pour les chaudières enregistrées à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2010, la valeur limite pour les COVNM est de 50 mg/Nm<sup>3</sup> en carbone total. [...] <i>Prescriptions reprises à l'article 3.2.1.1 de l'AP du 25 avril 2025</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu le rapport des dernières mesures des émissions atmosphériques de Bureau Véritas du 7 novembre 2023 (n° 20471470/1.1.2.rev1.R) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>COVT = 0 mg/Nm<sup>3</sup> exprimé en C sur gaz sec</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Autres VLE**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, VLE HCl et HF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. - Pour les chaudières de puissance supérieure à 20 MW enregistrées à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2010 utilisant un combustible solide, les valeurs limites d'émission en HCl et HF sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- HCl : 10 mg/Nm<sup>3</sup> ;</li> <li>- HF : 5 mg/Nm<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>Ces valeurs peuvent être adaptées par le préfet sur la base d'éléments technico-économiques</p>

<p>fournis par l'exploitant montrant l'impossibilité d'atteindre ces valeurs en raison du combustible ou de la technologie de combustion utilisés, des performances des meilleures techniques disponibles et des contraintes liées à l'environnement local afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les valeurs déterminées par le préfet ne dépassent en aucun cas 30 mg/Nm<sup>3</sup> en HCl et 25 mg/Nm<sup>3</sup> en HF.</p> <p>Pour les autres chaudières utilisant un combustible solide, les valeurs limites d'émission en HCl et HF sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- HCl : 30 mg/Nm<sup>3</sup> ;</li> <li>- HF : 25 mg/Nm<sup>3</sup>.</li> </ul> <p><i>Prescriptions reprises à l'article 3.2.1.1 de l'AP du 25 avril 2025</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu le rapport des dernières mesures des émissions atmosphériques de Bureau Véritas du 7 novembre 2023 (n° 20471470/1.1.2.rev1.R) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• HCl = 0,381 mg/Nm<sup>3</sup> exprimé en HCl sur gaz secs</li> <li>• HF = 0,469 mg/Nm<sup>3</sup> exprimé en HF sur gaz secs</li> </ul> <p><i>Nota : Concentrations non corrigées à 6% O<sub>2</sub></i></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Autres VLE**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, VLE Dioxines et furanes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. - Pour les appareils de combustion utilisant un combustible solide, la valeur limite d'émission en dioxines et furanes est de 0,1 ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup>.</p> <p><i>Prescriptions reprises à l'article 3.2.1.1 de l'AP du 25 avril 2025</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu le rapport des dernières mesures des émissions atmosphériques de Bureau Véritas du 7 novembre 2023 (n° 20471470/1.1.2.rev1.R) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PCDD et PCDF (OMS 2005) = 0,0000619 ng/m<sup>3</sup> exprimé en I-TEQ OMS 2005 sur gaz sec</li> </ul> <p><i>Nota : Concentration non corrigée à 6% O<sub>2</sub></i></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Autres VLE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-VI
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, VLE métaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  VI. - Les valeurs limites d'émission pour les métaux sont les suivantes : Valeur limite d'émission (moyenne sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum)  <ul style="list-style-type: none"><li>• Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés : 0,05 mg/Nm<sup>3</sup> par métal et 0,1 mg/Nm<sup>3</sup> pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)</li><li>• Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés : 1 mg/Nm<sup>3</sup> exprimée en (As+Se+Te)</li><li>• Plomb (Pb) et ses composés : 1 mg/Nm<sup>3</sup> exprimée en Pb</li><li>• Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés : 20 mg/Nm<sup>3</sup> pour la somme des métaux [...]</li></ul> <i>Prescriptions reprises à l'article 3.2.1.1 de l'AP du 25 avril 2025</i>
<b>Constats :</b>  Vu le rapport des dernières mesures des émissions atmosphériques de Bureau Véritas du 7 novembre 2023 (n° 20471470/1.1.2.rev1.R) :  <ul style="list-style-type: none"><li>• Cd = 0,00467 mg/Nm<sup>3</sup> exprimé en Cd sur gaz secs</li><li>• Hg = 0,00254 mg/Nm<sup>3</sup> exprimé en Hg sur gaz secs</li><li>• Cd, Hg, Tl = 0,00724 mg/Nm<sup>3</sup> sur gaz secs</li><li>• As, Se, Te = 0,00165 mg/Nm<sup>3</sup> sur gaz secs</li><li>• Pb = 0,00854 mg/Nm<sup>3</sup> exprimé en Pb sur gaz secs</li><li>• Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn = 0,284 mg/Nm<sup>3</sup> sur gaz secs</li></ul> <i>Nota : Concentrations non corrigées à 6% O<sub>2</sub></i>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Système de traitement des fumées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Système de traitement des fumées. Lorsqu'un <b>dispositif secondaire de réduction des émissions</b> est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées à la présente section :



I. - L'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif.  
 Cette procédure indique notamment la nécessité :

- d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, notamment d'un arrêt-démarrage ;
- d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions.

II. - Si l'exploitant ne réalise pas une mesure en continu du polluant concerné par le dispositif secondaire de réduction des émissions, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant (par exemple : consommation de réactifs, pression dans les filtres à manches...).

#### Constats :

Les systèmes de traitement des fumées de la chaudière biomasse sont un multicyclone et un électrofiltre.

Ceux-ci sont nettoyés tous les ans lors de la maintenance estivale, avant la reprise de l'activité (chaudière à l'arrêt).

L'exploitant a également indiqué que l'électrofiltre est contrôlé tous les ans par le fournisseur.

L'ensemble est contrôlé au niveau du poste de pilotage de l'usine par des reports d'alarme.

Il a toutefois été relevé qu'il n'existait pas de procédure particulière relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ces dispositifs.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place une procédure relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement des dispositifs de traitement des rejets atmosphériques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

#### N° 14 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.73-IV et 73-V

Thème(s) : Actions nationales 2025, Séparation des cendres des appareils biomasse

#### Prescription contrôlée :

IV.- [...] Les appareils de combustion de biomasse enregistrés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024, d'une puissance thermique nominale inférieure à 10 MW, et dont les cendres sous multicyclone sont épandues, n'ont pas d'obligation de séparer les flux de cendres sous foyer et sous multicyclone.  
 [...]

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les cendres ne font pas l'objet d'un plan d'épandage et la puissance de l'installation est inférieure à 10 MW. L'obligation de séparation des cendres sous foyer et sous multicyclone n'est donc pas applicable.</p> <p>Ces dernières sont normées pour être vendues en tant qu'engrais.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Démarrage et arrêt**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.64</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Démarrage et arrêt</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Démarrage et arrêt.</p> <p>Les opérations de démarrage et d'arrêt font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le pilotage de la chaudière biomasse est reporté au niveau du poste de contrôle de l'usine, constaté lors de la visite.</p> <p>L'ensemble de la gestion de la chaudière est automatisé. Le personnel au poste de contrôle a indiqué procéder à des rondes régulières dans le local chaufferie. En cas de nécessité de redémarrage, ce dernier a indiqué que des consignes étaient disponibles au niveau du local chaufferie (non consultées).</p> <p>Une présence permanente est assurée sur site durant la phase de fonctionnement de la chaudière (H24, 7j/7 de septembre à mai environ).</p> <p>En cas de perte d'utilités ou de panne, une mise en repli séquentielle de la chaudière est assurée. Le redémarrage n'est possible que si l'ensemble des systèmes de sécurité sont positifs.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 16 : Surveillance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.74-III et IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Programme de surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. - Les polluants atmosphériques [...] qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.</p> <p>La mesure ou l'estimation d'un polluant atmosphérique n'est pas obligatoire au titre du présent chapitre, si l'installation de combustion n'est pas soumise à une VLE pour ce polluant, excepté pour le CO ou lorsque l'exemption de VLE est justifiée par un fonctionnement de moins de 500 heures par an. Dans ce cas, l'article 80 est applicable.</p>

<p>IV. - Les mesures périodiques des émissions de polluants atmosphériques s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé.</p> <p>Les méthodes de prélèvement et analyse pour la mesure dans l'eau et dans l'air sont fixées dans un avis publié au Journal officiel.</p> <p>Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>+ Prescriptions de l'article 3.3.1 de l'AP du 25 avril 2025 : Surveillance annuelle</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La surveillance des émissions atmosphériques de la chaudière biomasse couvre l'ensemble des paramètres prescrits.</p> <p>Le point de rejet est équipé pour permettre les mesures dans les conditions requises.</p> <p>Les dernières mesures des émissions atmosphériques de la chaudière biomasse ont été réalisées le 7 novembre 2023. La périodicité de surveillance a été modifiée par l'arrêté préfectoral du 25 avril 2025, devenant annuelle. L'exploitant a indiqué qu'il avait planifié un contrôle pour novembre 2025, mais annulé étant donné qu'un contrôle inopiné a été mandaté d'ici la fin de l'année 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées attend donc le rapport des mesures du contrôle inopiné prévu d'ici fin 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 17 : Mesure périodique**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.76</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un <b>organisme agréé</b> par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins : [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les dernières mesures d'émissions atmosphériques le 7 novembre 2023 ont été menées par Bureau Véritas, organisme disposant de l'accréditation COFRAC N° 1-6253, valide jusqu'au 31/12/2026, vu le dernier arrêté fixant la liste des organismes ou laboratoires agréés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 18 : Efficacité énergétique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.86				
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Efficacité énergétique				
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO <sub>2</sub> ). Pour les installations de puissance inférieure à 20 MW, l'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R.224-21 du code de l'environnement fait réaliser un <b>contrôle de l'efficacité énergétique</b> , conformément aux articles R.224-20 à R.224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé. [...] <i>Article R.224-23 :</i> <i>L'exploitant d'une chaudière définie à l'article R.224-21 et mise en service après le 14 septembre 1998 s'assure de ce que le rendement caractéristique de la chaudière respecte les valeurs minimales fixées dans le tableau suivant :</i> <table border="1"><tr><td>Combustible utilisé</td><td>Rendement (en pourcentage)</td></tr><tr><td>Chaudière biomasse</td><td>80</td></tr></table> [...] <i>Article R.224-29</i> <i>Pour toute chaudière ou ensemble de chaudières définies à l'article R.224-21, l'exploitant tient à jour un livret de chaufferie qui contient les renseignements prévus à l'article R.224-28.</i>	Combustible utilisé	Rendement (en pourcentage)	Chaudière biomasse	80
Combustible utilisé	Rendement (en pourcentage)			
Chaudière biomasse	80			
<b>Constats :</b>  Le contrôle de l'efficacité énergétique de la chaudière n'a pas pu être communiqué lors de l'inspection. L'exploitant a indiqué que la chaudière avait un taux de rendement annoncée de 82 - 83 %.				
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant communique à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle de l'efficacité énergétique de sa chaudière biomasse.				
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites				
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant				
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois				

**N° 19 : Vérification de la chaudière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inspection périodique - Equipement sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection

<p>comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à : [...] 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de vérification d'équipements sous pression du 9 juillet 2025 par l'APAVE (n° 13748793-002-1) selon l'Arrêté ministériel du 20 novembre 2017 de la chaudière biomasse a été consulté. L'inspection périodique conclut que " les résultats des contrôles et essais réalisés sont satisfaisants. L'équipement est jugé apte à fonctionner en sécurité jusqu'à la prochaine opération de contrôle prévue par l'article L.557-28 du code de l'environnement, sous réserve de ne pas modifier les conditions d'exploitation.</p> <p>Périodicité inspection retenue par l'exploitant : 24 mois</p> <p>Périodicité requalification retenue par l'exploitant : 10 ans"</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 20 : Vérification périodique et maintenance des équipements

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/04/2025, article 7.6.3, 7.4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 7.4.3 - Électricité statique - mises à la terre</p> <p>En zones à risques, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques, équipements métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.</p> <p>L'ensemble doit être mis à la terre. La valeur des prises de terre est conforme aux normes en vigueur.</p> <p>Chaque zone de chargement/déchargement d'alcool dispose d'une mise à la terre. La valeur de la prise de terre est également conforme aux normes en vigueur.</p> <p>Article 7.6.3 - Vérification périodique et maintenance des équipements.</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des installations électriques, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>Les dispositifs de protection contre la foudre font l'objet d'une vérification visuelle annuelle et d'une vérification complète tous les deux ans. Ces vérifications sont effectuées par un organisme compétent. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées,</p>

l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

**Constats :**

Le rapport de vérification initiale du système de protection foudre de la nouvelle cuverie C20, du 30 octobre 2025 (n°V-301025-01) par PM Expertises a été consulté. Ce dernier conclut que "l'installation de protection foudre est conforme aux normes en vigueur et à l'Étude Technique Foudre, sous réserve d'installation et de vérification du parafoudre de type 1+2 prévu dans l'étude technique."

Le rapport de vérification périodique complète du système de protection foudre, du 31 octobre (n°V-311025-01) par PM Expertises, a également été consulté. Ce dernier conclut que " l'installation de protection foudre est conforme aux normes en vigueur et à l'Étude Technique Foudre."

Le rapport relatif à l'examen visuel et de continuité au circuit de protection des liaisons équipotentielle des cuves d'alcool et flexibles par l'APAVE du 17 juillet 2025 (Rapport n : 11010124-005-1) a été consulté. Ce dernier conclut que " l'ensemble des valeurs de continuité obtenus sur les cuves d'alcool et d'acide, des prises de terre camion dont les valeurs sont satisfaisantes. En particularités il a été mentionné en observations une absence de continuité sur un flexible. Observation 1 : continuité flexible absente sur le flexible N°FI16103 au niveau de la cuverie C16."

Le jour de l'inspection, il a été constaté que le contrôle des installations électriques du site étaient en cours de réalisation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées de l'installation du parafoudre requis sur la nouvelle cuverie C20.

De plus, il transmet le rapport du contrôle des installations électriques qui était en cours le jour de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 21 : Bruit**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/04/2025, article 5.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures

**Prescription contrôlée :**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours
--	--	---

	(sauf dimanches et jours fériés)	(ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée en annexe. L'exploitant met en place *a minima* des mesures correctives pour limiter les émissions sonores générées par le fonctionnement du séchoir à marcs.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté une étude technique et un plan d'action garantissant la mise en conformité des niveaux sonores du site.

### Constats :

L'exploitant a indiqué qu'une expertise sur la cheminée du séchoir a été faite en février 2025 par la société BEIRENS (rapport du 18/09/2025), afin d'étudier la mise en place d'un silencieux. Toutefois, il est apparu que cette option n'était pas envisageable sur la structure en l'état. En parallèle, le tambour du séchoir a été remplacé durant la période d'arrêt de campagne 2024 ce qui a permis de réduire légèrement la vitesse du ventilateur de la cheminée.

De nouvelles mesures acoustiques ont été menées les 22 et 23 mai 2025 par Bureau Veritas (Rapport n°26697226-1-1-1). Cette nouvelle campagne avait mis en évidence que la conformité en période diurne était stable avec une émergence de 1,5 dB(A), mais qu'en période de nuit, l'émergence était de 7,5 dB(A), avec un bruit résiduel de 30,5 dB(A).

Des travaux significatifs ont été menés sur la cheminée durant l'été 2025 :

# Travaux sur le ventilateur en pied de cheminée : remise en état de l'axe au niveau du pied de cheminée (suppression du porte-à-faux) et diminution de la tension de la courroie,

# Travaux sur le châssis du ventilateur au niveau du pied de la cheminée : réfection de l'ensemble du système de fixation sur le socle béton.

A la suite de ces travaux, les essais réalisés sur la ventilation par l'équipe de maintenance (sans redémarrage de l'installation de séchage) se sont avérés très encourageants et une nette diminution du bruit lié à la vibration s'est fait ressentir.

De nouvelles mesures acoustiques ont été faites les 27 et 28 octobre 2025 par Bureau Veritas (rapport consulté durant l'inspection). Les résultats de mesures sont les suivants :

- 37,5 dB(A) en ambient la journée / 37,5 dB(A) en résiduel, soit une émergence de 0 dB(A) - inférieur au seuil fixé à 6 dB(A)
- 33,5dB(A) en ambient la nuit / 29,5 dB(A) en résiduel, soit une émergence de 4 dB(A) - valeur seuil non applicable car la mesure est inférieure 35 dB(A)
- *Nota : Mesures de résiduel (usine à l'arrêt) utilisées sont celles de juillet 2025*

Ce rapport met en avant que la précédente non-conformité liée à l'émergence calculée en période nocturne est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

